

LA GRÈCE A DONNÉ SON NOM À L'EUROPE AUJOURD'HUI, ELLE EN RÉVÈLE LA NATURE...

Par Daniel RICHARD, Secrétaire Interprofessionnel de la F.G.T.B. Verviers



« Depuis mai 2010, la Grèce applique un programme d'ajustement macroéconomique qui est la condition à laquelle elle reçoit une « aide financière » du Fonds Monétaire International, de quatorze Etats membres de la zone euro, représentés par la Commission européenne, le Fonds européen de stabilité financière et la Banque Centrale Européenne. Ce programme consiste en des mesures néolibérales telles que la diminution des dépenses, des licenciements massifs dans le secteur public, la dérégulation systématique du secteur privé, des augmentations d'impôts, des privatisations et des changements structurels (...). Ces mesures imposées au niveau international, censées ramener le déficit budgétaire et la dette publique du pays à un niveau soutenable, ont précipité l'économie dans une profonde récession – la plus longue qu'ait connue l'Europe en temps de paix. Des millions de personnes se sont retrouvées sans emploi et dans une situation d'exclusion

sociale et de pauvreté, tandis que les droits humains, en particulier les droits économiques et sociaux, ont été foulés au pied. »¹

Et cette « potion magique » ne marche pas ! Plus personne ne peut l'ignorer. Il suffit d'observer. Pourtant, « on » persévère avec une pharmacopée qui menace la survie même du patient. Sauf à opter pour une dimension « religieuse », mystique ou eschatologique dans l'analyse des forces en présence, la réalité impose donc un constat : l'enjeu véritable n'est pas santé du « malade », en l'occurrence celle du pays. Il faut chercher ailleurs le sens des logiques à l'œuvre...

L'analyse économique conduit rapidement au bout d'une impasse. L'approche politique semble plus féconde mais elle est vertigineuse : elle met à jour une volonté forte d'institutions dites « apolitiques » d'humilier un gouvernement et, par-delà lui, un peuple tout entier. Dans cette confrontation, existe-t-il un vainqueur ?

L'élection de janvier 2015 a porté au pouvoir à Athènes une coalition formée par Syriza (cartel de gauche « radicale ») et l'ANEL, parti des Grecs indépendants (formation de tendance souverainiste issue de

la « Nouvelle démocratie »). Sa constitution a d'emblée marqué une rupture avec l'alternance gauche/droite au pouvoir entre la social-démocratie (PASOK) et les néo-libéraux (« Nouvelle démocratie »), deux formations qui, à des moments divers, avaient précédemment choisi de se soumettre aux « volontés » des créanciers de la Grèce. Elles ont aussi pour caractéristique commune un certain degré de... corruption.

Rupture surtout au niveau du programme politique avec l'idéologie néolibérale, celle du « TINA » (« There is no alternativ ») : schématiquement, il s'agissait, en politique intérieure, d'en finir avec une oligarchie corrompue comme avec une politique « austéritaire » aveugle et, en politique extérieure, de négocier un assouplissement des contraintes de la « Troïka »² pour s'extraire des dynamiques récessives et donner de l'air à la société grecque.

Ce gouvernement s'est rapidement heurté à un mur : la légitimité des « choix » contre la logique des « règles »³... Le Président de la Commission a d'emblée posé un cadre

...

pour la suite des discussions :
« *Il ne peut y avoir de choix démocratiques contre les Traités* »⁴.

Restait ainsi comme priorité d'action et hypothèse de travail à... gagner du temps. Six mois.

Se battant contre la montre et des échéances importantes pour le remboursement de dettes qu'il ne pouvait plus assumer, le gouvernement Tsipras a été poussé par ses créanciers, au début de l'été, à un retour aux politiques d'adversaires politiques qu'il avait défaits dans les urnes. Le gouvernement grec a alors annoncé, comme on brandit un joker au milieu d'une partie mal engagée, qu'il voulait solliciter l'avis de ses concitoyens à l'occasion d'un référendum. Il s'agissait d'avaliser ou de refuser un nouveau « *mémorandum* », un tour de garrot supplémentaire en échange d'une bouffée d'oxygène financière pour pouvoir honorer des créances échues.

LA GRÈCE N'A RIEN GAGNÉ

De manière stupéfiante, la BCE a alors choisi de réduire le flux des liquidités vers les banques grecques, leur imposant la fermeture des guichets et une limitation des prélèvements numéraires (un maximum de 60 euros par personne et par jour). La classe politique européenne toute entière, de la droite à la social-démocratie, l'oligarchie locale, la presse nationale comme internationale, ont, dans la foulée du banquier central, mené campagne contre le gouvernement de janvier, en allant jusqu'à instiller le doute sur la question même posée par le référendum. En laissant entendre qu'il s'agissait, en réalité, de se prononcer sur le maintien ou non du pays dans la zone « *euro* ».

La réponse de la population a pris tout le monde de court. Son ampleur surtout a désarçonné : le 5 juillet, la participation a été massive (62,5%) et une large majorité (61,35%) a dit « OXI ». Non !

Comme lors des précédents référendums européens, sur le Traité constitutionnel en 2005 notamment, les « *responsables* » européens n'ont évidemment rien entendu et n'en ont nullement tenu compte. Les « *oligarques européens* » ont fini, en une nuit, par forcer la main de Tsipras et par lui imposer un plan d'austérité refusé par ses électeurs.

Les tensions au sein du parti liées à cette trahison ont conduit à une crise gouvernementale, à plusieurs démissions puis à la convocation de nouvelles élections et, enfin, à une nouvelle victoire de la même coalition. En chemin, Syriza a perdu son aile la plus radicale qui, de son côté, n'a pu dépasser la barre électorale pour encore être représentée à la Vouli, le Parlement grec.

Le 16 septembre 2015, quelques jours avant les élections, le Vice-président de la Banque centrale européenne (BCE), Vitor Constancio, faisait une déclaration étonnante à l'agence de presse Reuters : le « *Grexit* », la menace d'expulsion de la Grèce de la zone euro, « *n'a jamais été lancée pour de vrai parce que ce ne serait pas légal*. » Du coup, il s'agirait aujourd'hui de lever toute équivoque et « *les doutes qui demeurent sur la viabilité du bloc monétaire* »⁵.

Ces propos ont été interprétés comme une incroyable intervention politique de la part d'une institution construite sur le principe de l'indépendance à l'égard des Etats. Cet « *aveu* » détruisait surtout le récit politique du Premier ministre en campagne

selon lequel « *il n'avait pas eu le choix* ».

À l'évidence, les institutions européennes se permettent donc d'intervenir directement dans le débat politique (et même électoral !) au contraire de ce qui est communément admis.
« *L'Europe ne dit pas ce qu'elle fait*, tonnait le sociologue français Pierre Bourdieu⁶. *Elle ne fait pas ce qu'elle dit. Elle dit ce qu'elle ne fait pas ; elle fait ce qu'elle ne dit pas. Cette Europe qu'on nous construit, c'est une Europe en trompe-l'œil.* »

La crise grecque nous a révélé qu'elle est moins composée d'experts taxés d'« eurocrates » que de politiques.

Sans doute que le recul manque encore pour faire une étude approfondie et rigoureuse des déclarations qui ont entouré les négociations du « *troisième mémorandum* » imposé à la Grèce. Elles ont été, du fait même de la conflictualité nouvelle du dossier de la dette grecque, plus « *transparentes* ». Ainsi ont-elles permis de découvrir que les institutions, qui dirigent l'Euro zone, n'ont pas de légitimité... institutionnelle. Il s'agit, dans l'architecture européenne, d'une « *association de fait* » qui tire son pouvoir du rapport de force qu'elle peut créer. Pire : elle ne rédige réellement ni rapport de ses activités ni procès-verbal de ses débats. La crise grecque nous a révélé qu'elle est moins composée d'experts taxés d'« *eurocrates* » que de politiques. Yanis Varoufakis⁷, ministre grec de l'Economie, avoue n'y avoir pas parlé la même langue que ses collègues. Il n'a pas été compris. Sa logique était celle d'un économiste brillant...

♦ ♦ ♦

Pire : peu de gens soutiennent finalement que les mesures supplémentaires d'austérité qui ont été dictées autour de cette table ont la moindre chance d'améliorer la situation de l'économie grecque dans les prochaines années. Pas même le FMI, créancier et membre de la « Troïka ». Pas même, semble-t-il le ministre allemand Wolfgang Schäuble, qui s'est illustré notamment par la proposition d'un « Grexit » temporaire de cinq années...

Le peuple grec est donc mis à genou, politiquement, symboliquement et littéralement... pour rien. La question de l'allègement de sa dette est reportée sine die. Son poids va croître. C'est pourtant au nom d'un allègement de cette dette publique majoritairement transférée d'organismes privés à des institutions publiques que des saignées supplémentaires sont exigées. Une Commission internationale « pour la vérité sur la dette publique grecque » avait été mise en place par le Parlement grec. Son rapport préliminaire fait état de « violations juridiques majeures en ce qui touche aux contrats d'emprunt ; il pose également les bases juridiques sur lesquelles une suspension unilatérale des paiements de la dette peut être invoquée »⁸.

L'incapacité du système politique grec de transformer cette analyse juridique en rapport de force politique sur la scène européenne donne une idée de la puissance de la « violence symbolique »⁹ qui peut être exercée dans un « champ », l'Union européenne en l'occurrence, qui nous est pourtant présenté comme relevant de logiques plus « démocratiques » que « totalitaires ». Depuis les travaux du sociologue Max Weber, il est entendu que seul un Etat peut être le détenteur de la légitimité de l'exercice de la violence

(physique ou symbolique). De quels attributs d'un Etat, l'Union peut-elle réellement se prévaloir dès lors qu'elle nie absolument toute expression des souverainetés populaires ?

Le peuple grec est donc mis à genou, politiquement, symboliquement et littéralement... pour rien.

L'HONNEUR PERDU DES INSTITUTIONS DE L'UNION

Son image est aujourd'hui tordue, durablement altérée. Si bien que, s'il faut tirer des conclusions provisoires à l'automne de cette crise estivale, nous pourrions être amenés à dresser un double constat.

Certes, le Gouvernement Tsipras n'a obtenu aucun soulagement pour les souffrances de son peuple. A peine un peu de répit au prix de nouveaux abandons de sa propre souveraineté. Il a néanmoins bénéficié d'une expression de la confiance populaire à trois reprises en un an. L'homme à abattre est non seulement toujours debout mais peut-être encore un peu plus légitime.

Par contre, les institutions européennes semblent sortir de l'été passablement essorées, délavées et plus très brillantes. « Voilà une banque centrale, une des trois ou quatre plus puissantes au monde, qui s'amuse à lancer des menaces sur l'avenir et la structure de sa propre monnaie « pour de faux » !, s'étrangle le journaliste Romaric Godin¹⁰. Son Vice-président peut, sans rire, affirmer tranquillement qu'il a menti en pleine crise. Il y a là de quoi s'interroger sur la gestion de l'euro et sur l'indépendance de la BCE (...) La BCE a pratiqué une forme de « chantage » sur un pouvoir démocratiquement élu

d'un pays membre. Ce chantage devient presque un mode de gestion de l'euro. Il a déjà été pratiqué sur l'Irlande en 2010 et sur Chypre en 2013. Mais ce qui est frappant, c'est qu'à chaque fois, les dirigeants de la BCE ne sont aucunement rendus responsables de ces actes. Aucune poursuite, aucune enquête sur ces méthodes n'est possible ».

Cette irresponsabilité du banquier central constitue une faille démocratique béante de la construction de la zone euro et aucune réforme ne prévoit de réviser ce fonctionnement. « Tant qu'il en sera ainsi, le désaveu populaire vis-à-vis de l'euro ne pourra que croître ».

Nous y sommes hélas et il est tard pour pleurer sur le lait répandu. La « sortie de l'euro », jusqu'alors hypothèse théorique disputée par une poignée d'économistes éclairés à une extrême-droite soucieuse de surfer sur une vague nationaliste sans rapport avec les analyses desdits économistes¹¹, était balayée d'un revers de main dans les débats contre l'austérité : une lubie digne de la controverse sur le sexe des anges... Aujourd'hui, ce scénario a acquis une crédibilité qui ne peut plus être effacée comme si rien ne s'était passé. La fragmentation de la zone est possible.

Plus fondamentalement encore, surgissent au grand jour des débats jusque-là refoulés sur les liens en souveraineté et monnaie. Frédéric Lordon y consacre l'amorce d'une œuvre¹². « L'urgence, politique et économique, commande de réexaminer de près l'option de la sortie de l'euro, explique-t-il. Sous deux codicilles cependant :

1) reconstruire les concepts de souveraineté et de nation de

...

manière qui les rendent irrécupérables par l'extrême-droite ;

2) réaffirmer que défaire l'euro n'exclut nullement de continuer à œuvrer pour l'approfondissement résolu de tous les autres liens - extra-économiques !- entre les peuples européens, ni même de penser à refaire un commun monétaire européen sous la forme, non plus d'une monnaie unique, mais d'une monnaie commune. »

Le débat est bel et bien lancé. Il est balisé. Il a déjà son lot de maladresses et de polémiques¹³. Il ne va pas se tarir rapidement. Au contraire, il risque rapidement d'interpeller la gauche en profondeur. Il pourrait progressivement définir une nouvelle ligne de partage au sein de celle-ci.

Quelques ténors de la social-démocratie européenne se sont singulièrement fourvoyés au moment du référendum grec (le président du Parlement européen¹⁴, notamment). La totale vacuité de perspectives et de marges de manœuvres qu'elle se crée quand elle occupe le pouvoir, comme en France, dans ce contexte d'austérité dicté depuis l'échelon européen, crée littéralement un appel d'air et les conditions de nouveaux débouchés politiques. Ce fut Syriza en Grèce. Ce sera peut-être Podemos en Espagne.

A terme, le destin de ces nouvelles formations pourrait dépendre de leur propre capacité à résister aux « logiques européennes » dans la mesure où aucune des deux formations ne semble avoir, pour l'heure, fait un choix de rupture par rapport à celles-ci.

Ainsi pourrions-nous constater que le vide creusé par le mouvement d'une gauche molle vers un social-libéralisme assumé (aussi rebaptisé « droite complexée ») ne peut être comblé qu'à la condition de rompre avec le cadre qui s'est progressivement imposé à nous au fil de la construction européenne.

Le destin de ces nouvelles formations pourrait dépendre de leur propre capacité à résister aux « logiques européennes ».

En effet, quelle politique inspirée par les valeurs de la gauche (égalité, libertés collectives, solidarité internationale...) est encore possible sans remise en question du principe de liberté de circulation des capitaux ? De celui de la primauté, dans la gestion des entreprises, des intérêts des propriétaires sur ceux des producteurs de la richesse ? De celui d'une régulation de l'économie par les marchés au détriment de l'action des pouvoirs publics agissant dans l'intérêt commun ? Quelle politique de coopération est encore envisageable dans un espace qui fait de la « concurrence libre et non faussée » l'alpha et l'oméga de ses interventions ?

Finalement, l'enseignement majeur de la crise grecque des derniers mois se trouve ainsi illustré : si rien n'a malheureusement fondamentalement changé pour la population de la Grèce, l'image de l'Union européenne se trouve aujourd'hui dévastée. Et le champ de ruine ressemble plus à Palmyre qu'au Parthénon... Le « raid politique » sur Athènes de cet été 2015 aura, dans l'Histoire, un goût de « normalisation » et la même dimension que l'arrivée du Pacte de Varsovie en

Tchécoslovaquie, par un matin d'août 1968, pour écraser le Printemps de Prague sous les chenilles des blindés. Vingt et une années plus tard tombait le mur de Berlin.

Aujourd'hui, dans l'espace européen, les armes se taisent et la gestion des dettes publiques (et corrélativement celle des budgets publics) est devenue un instrument efficace de la domination des peuples. L'agression militaire s'est effacée au profit d'une violence symbolique. Sans atténuation cependant des effets dévastateurs directs ou collatéraux sur les populations concernées.

¹ « *La vérité sur la dette grecque. Rapport de la Commission pour la vérité sur la dette publique grecque* », éd. LLL Les liens qui libèrent, 2015.

² Consortium représentant les intérêts des créanciers publics de la Grèce (les premières opérations de « *sauvetage du pays* » ayant consistés, pour l'essentiel, à sauver les actifs détenus par des banques privées européennes, allemandes, françaises et néerlandaises surtout, pour les transférer vers des institutions publiques). Il est composé du Fonds monétaire international, de la Banque centrale européenne et de la Commission européenne.

³ En 2002 déjà, l'économiste français Jean-Paul Fitoussi avait formulé ce paradoxe de l'Union européenne : « Elle exige de notables abandons de souveraineté de la part des Etats qui la composent, mais n'y substitue aucun équivalent à l'échelle communautaire. Privilégiant l'intégration par des normes toujours plus contraignantes, elle vide peu à peu le siège de la souveraineté nationale sans pour autant investir celui de la souveraineté européenne. Ainsi en chacun de nos pays apparaît un déficit démocratique, car le gouvernement des membres de l'Union devient davantage un gouvernement par des règles, sur lesquelles les électeurs n'ont pas de prise, qu'un gouvernement par des choix. » Jean-Paul Fitoussi, « *La règle et le choix. De la souveraineté économique en Europe* », éd. La république des idées, Seuil, 2002.

⁴ <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2015/02/02/31001-20150202ARTFIG00405-du-traite-constitutionnel-a-syriza-l-europe-contre-les-peuples.php>

⁵ A ce sujet, lire Romaric Godin, journaliste de La Tribune : <http://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/grece-le-stupefiant-aveu-de-la-bce-505811.html>

⁶ Cité par Raoul Marc Jennar in « *Europe, la trahison des élites* », Fayard, 2004.

⁷ Yanis Varoufakis, ministre grec de l'Economie sous le premier Gouvernement Tsipras. Il démissionne au lendemain du troisième mémorandum. Il est docteur en économie, professeur de l'Université du Texas, consultant et auteur, notamment, de « *Le minotaure planétaire. L'ogre américain, la désunion européenne et le chaos mondial* », éd. Enquêtes et perspectives, 2014.

⁸ « La vérité sur la dette grecque... » Op. cité.

⁹ Ce concept a été théorisé par Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron (Pierre Bourdieu, Jean-Claude Passeron, « *La reproduction. Eléments pour une théorie du système d'enseignement* », Les éditions de Minuit, 1970) comme un rapport de forces entre groupes sociaux qui est converti en rapport de sens (une justification consentie) avec la complicité active des dominés qui le reconnaissent comme légitime.

¹⁰ Journaliste de La Tribune, <http://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/grece-le-stupefiant-aveu-de-la-bce-505811.html>.

¹¹ Dans un petit ouvrage roboratif, Jacques Nikonoff, ancien porte-parole d'Attac-France distingue de manière très pédagogique les différences d'approches : Jacques Nikonoff, « *La confrontation. Argumentaire anti-FN* », éd. Le temps des Cerises, 2012.

¹² Lire notamment : Frédéric Lordon « *La Malfaçon. Monnaie européenne et souveraineté démocratique* », éd. LLL Les liens qui libèrent, 2014.

¹³ Citons à titre d'exemple, l'expression pour le moins maladroite de Jacques Sapir, économiste militant de la sortie de l'euro (« *Faut-il sortir de l'euro ?* », Jacques Sapir, Le Seuil, 2012), qui n'a pas écarté cet été la perspective, dénoncée entre autres par Frédéric Lordon, d'une forme de convergence avec l'extrême droite sur ce sujet.

¹⁴ Martin Schulz avait évoqué la perspective en cas de victoire du « oui » au référendum la mise sur pied... d'un gouvernement d'experts ! http://lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/grece-martin-schulz-veut-un-gouvernement-de-technocrates-pour-remplacer-syriza_1695818.html